

FALLAIT-IL QUE LE GOUVERNEMENT SOIT AUX ABOIS, l'État au bord de la faillite, le pays à la veille de l'effondrement pour que, brusquement, la panique s'empare des gouvernants et que, délaissant un instant l'ivresse des petites querelles et les illuminations du chemin de Damas, ils s'attellent incontinent à un plan de redressement des finances publiques! Belle garantie pour l'avenir. Dame, il était moins une cette fois-ci. Imaginez qu'à la prochaine ils soient pris par une inauguration, une compétition sportive ou une visite de courtoisie au chevet de quelque prince... On ne donnerait pas cher d'une économie qui se refuse désespérément à décoller malgré force promesses de printemps et mille acrobaties diplomatiques.

D'ailleurs, il n'est pas dit que le remède de cheval prescrit par la conférence des présidents fasse son effet ni même qu'il soit finalement mis en œuvre. Après tout, si les responsables ont manqué aussi longtemps de sens... des responsabilités, rien ne dit que leur sursaut soit appelé à durer. Et ce n'est pas leur livrer un procès d'intention que de craindre une rechute à brève échéance. Un nouveau gâteau à partager, un petit bras de fer à Damas entre les patrons respectifs des uns et des autres, une préférence trop marquée pour tel ou tel des candidats présumés à la présidentielle, et gageons que, très vite, le grippage gagnera de nouveau les institutions. Mais, même sans cela, comment faire confiance à une équipe gouvernante qui a tant failli. Et tant menti. Qu'on se rappelle les rodomontades de Hariri il y a encore quelques mois! Les sourires de joli cœur de Berry s'ingéniant à faire croire qu'il avait enfin fait l'acquisition du sens de l'État! L'arrogance paternaliste de Hraoui et son sempiternel air d'homme d'État offensé! Pendant ce temps, le pays partait à l'encan, autoroutes, chaînes de télé, essence et pommes de terre comprises.

POINT N'EST BESOIN DE REMONTER TROP LOIN DANS LE PASSÉ. Il suffit d'observer le scandale en tous points parfait qui vient d'éclater autour de la MEA. Scandale parfait parce qu'il révèle que les technocrates si *clean* de la galaxie Hariri n'ont rien à envier aux citoyens au-dessous de tout soupçon qui hantent de tout temps les allées de la République. Et qu'en tout état de cause, l'équipe choisie par le chef du gouvernement en personne pour diriger la compagnie nationale, en une bataille restée fameuse, est loin, très loin de faire la différence en matière de management. Scandale parfait aussi parce qu'au moment où il est question d'un nouveau dégraissage administratif, le président du Conseil parvient à retarder la mise en cause de son homme à la tête de la compagnie, tandis que le chef de l'État, lui, réussit carrément à garder son propre allié dans la place au-dessus de la mêlée judiciaire. Heureusement pour la République, un bouc émissaire démuné de protections se voit seul exposé à l'arbitraire d'une garde à vue indéfiniment prolongée.

Ce serait pourtant une erreur de croire que les têtes ne sauteront pas. On y arrivera probablement, mais sans précipitation et surtout sans prendre le risque d'éclabousser ceux qu'il ne faut jamais mouiller. Parions même que le chef du gouverne-

Chose publique

ment saura profiter de l'affaire pour promouvoir l'un de ses vieux dadas: la privatisation de la MEA. Pour trouver un repreneur, pas de

Il faut autre chose qu'une trêve entre les présidents pour se convaincre de leur conversion aux vertus de la chose publique

problèmes. Regardez du côté de l'autre compagnie aérienne, la TMA, vous saurez très vite. Allez croire après cela qu'ils se soucient des deniers de l'État. Et de son patrimoine.

QUAND BIEN MÊME ON PRENDRAIT LE RISQUE D'ACCORDER aux responsables le bénéfice du doute en matière de finances publiques, leur accablant bilan politique n'incite guère à prendre au sérieux l'accord au sein de la troïka. Ici, il faudra bien autre chose qu'une petite trêve entre les trois présidents pour qu'on soit convaincu de leur conversion aux vertus de la chose publique. De toute façon, l'occasion leur sera très vite fournie de démontrer leur sincérité républicaine, si tant est qu'ils en aient le souci. Pas moyen de se tromper: deux échéances, toutes deux retardées, sont à venir. La première est la tenue des élections municipales qui ne sauraient plus attendre, le succès de la pétition nationale lancée à cet effet ne laisse aucun doute sur le sentiment populaire.

On sait toutefois que la capacité du gouvernement à atermoyer dépasse l'entendement quand il s'agit de phagocyter la démocratie. Prenons garde à cet égard qu'il n'utilise une échéance pour retarder l'autre. Car la deuxième échéance, celle de la présidentielle, commence à commander toutes les stratégies politiques sur la place. Ce qui permettrait aux responsables, le moment voulu, d'invoquer la nécessaire sérénité requise par la campagne présidentielle pour faire avaler à ce qu'il reste d'opposants un nouveau report des municipales. Pour autant, on ne parierait pas un bon du Trésor, même en livres libanaises, sur la détermination du personnel politique dirigeant à organiser ladite élection présidentielle dans les conditions minimales de régularité, voire à l'organiser tout court. Ah! c'est vrai, on oubliait les impératifs stratégiques, c'est-à-dire la Syrie. Il faut dire que les trois présidents, en concoctant leur accord, ont donné l'impression de l'oublier, eux.

Voilà au moins une bonne chose. Même si c'est pour rire, l'absence apparente de la Syrie d'un débat crucial entre les hommes du pouvoir libanais devrait leur donner des idées. Et tout d'abord celle-ci: que tout peut ne pas se faire à Damas, à condition qu'il ne soit pas fait contre Damas. Une bien belle idée. Puisse l'opposition la méditer aussi. Peut-être qu'ainsi on aurait une chance de faire émerger un ou des candidats incontournables et, en tout cas, représentatifs de la société libanaise dans sa diversité.

Et qu'on pourrait espérer signifier aux enrégés du pouvoir la fin du protectorat en même temps que celle de la république bananière.